

naient au micro-milieu culturel des Beaux-Arts parisiens. Tous des jeunes gens bien élevés avec qui l'on pourrait sûrement s'entendre pour monter une bonne petite Biennale qui ne fasse pas trop de bruit, comme d'habitude.

Moins de trois mois après la première convocation, une « Proposition pour la Biennale » était mise sur pied par cinq sur sept d'entre nous. Elle fut repoussée verbalement et sans autres explications que : « Je ne veux pas et je ne peux pas », par le délégué général Georges Boudaille. Soumise par lettre aux membres du Conseil d'administration, elle valut une réponse de l'un des membres de ce Conseil, Raymond Cogniat, critique au *Figaro*, fondateur de la Biennale, à Georges Boudaille, réponse qui mérite d'être citée : « Je ne connais personnellement aucun de ces signataires et nous n'avons chargé aucun d'eux de constituer une « équipe ». Tout au plus avons-nous accepté de vous laisser consulter quelques jeunes confrères pour qu'ils vous donnent leur avis si vous le jugez nécessaire. »

Cette réponse avait au moins l'avantage de clarifier les choses. Jusque là, tout le monde se doutait bien que les « commissions » étaient « bidons » : cette fois-ci, on en avait la preuve écrite.

Pour relancer le commerce

Quelles étaient donc les causes de ce spectaculaire revirement survenu entre l'automne et l'hiver ? Il faut rappeler brièvement que nous fûmes les premiers surpris, en septembre, à être convoqués pour organiser la Biennale. Nous n'avions jamais rien manigancé pour accéder à cet « honneur », nous n'étions pas inscrits au Syndicat des critiques (association poujado-corporatiste pour la défense des intérêts de la profession), et beaucoup d'entre nous n'avaient même pas l'accès gratuit aux musées (et encore moins aux catalogues !). Ce n'est pas que nous réclamions des privilèges, mais c'est dire que, « dans la profession », nous n'étions pas reconnus ! Les premières questions que nous avons posées portaient :

- a) sur les moyens budgétaires mis à la disposition de la Biennale ;
- b) sur l'indépendance politique vis-à-vis du pouvoir.

En substance, les réponses furent les suivantes :

a) Nous sommes pauvres, très pauvres. Nous disposons de 75 millions d'anciens francs répartis sur deux ans. Il faut, là dessus, payer le secrétariat permanent, l'architecture intérieure des locaux, le gardiennage, l'électricité, la publicité, etc. (N'oublions pas que ce budget couvre toutes les disciplines et que n'importe quel directeur de théâtre honnête vous dira qu'il faut un minimum de 10 millions anciens pour monter « décemment » n'importe quelle pièce). Mais, nous dit le Délégué général : « Il faut faire comme si il n'y avait pas de problèmes d'argent. » Réponse bien française qui sous-entend que les

Foire internationale de l'art

Extraits de la « Proposition pour la Biennale » soutenue par MM. Bernard Borgeaud, Michel Claura, Olivier Nanteau, Philippe Sers et Patrick d'Elme.

Conditions de base

- 1) Refus de la sélection critique ;
- 2) Suppression du privilège habituel de l'avant-garde institutionnelle.

Conditions pratiques

- 1) **Exposants** : coupe sociologique de l'art contemporain sans filtrage critique ; Sont invités tous les artistes possibles de tous les arts possibles. Cet inventaire passe par l'architecture, la scénographie, le cinéma et la musique. En ce qui concerne les arts plastiques, sont concernées toutes les présentations possibles, y compris

artistes feront les sacrifices nécessaires (les œuvres ne seront pas assurées, les bourses de séjour seront dérisoires, etc.). Sur ce point, évidemment, nous n'étions guère enthousiastes.

b) En ce qui concerne l'indépendance politique, nous ne nous faisons guère d'illusions. Nous savions tous que la Biennale est un des éléments de la bonne conscience culturelle du Pouvoir. A sa fondation, Cogniat ne parlait-il pas de la « mission de la France », ou de quelque chose de cette veine ? Et, plus récemment, Boudaille avouait : « La Biennale de Paris a un rôle à jouer ; dans la mesure où elle montre des inconnus qui seront célèbres demain, on dira : ils ont été découverts à Paris. » Quelle idée exaltante de jouer les Mmes Soleil du Commerce de l'art, et de prévoir la hausse des cotes !

Mais nous n'aurions même pas été prophètes. On nous demandait de jouer un rôle sur le marché, un rôle trop précis : de nos goûts personnels allait dépendre la fortune de tel ou tel. Et ces goûts (car nous en avions tous évidemment, contrairement à ce qu'on va essayer de faire croire), nous n'avions aucun critère pour les étayer. Voici comment, réunion après réunion, s'installait un malaise dont personne au juste ne voyait l'issue.

Les flics de la culture

Tout se clarifia le jour où le Délégué général demanda les listes : deux d'entre nous les remirent immédiatement (ils les avaient dans leur poche depuis le premier jour !), les autres élaborèrent un contre-projet dont on trouvera ci-contre les énoncés principaux. Il importe ici de souligner que cette proposition était parfaitement réalisable : nous en avions mesuré les conséquences matérielles et économiques, et étions tous prêts à prendre nos responsabilités (ce qui voulait dire à travailler des mois à temps perdu pour mener la tâche à bien).

Quant à la remise en question fondamentale qu'elle impliquait, elle était dans la logique d'une phrase consignée dans le procès-verbal de la réunion du 1^{er} octobre, que le délégué général lui-même avait pro-

celles définies précédemment : art conceptuel, hyperréalisme, et interventions ;

a) pour réunir les exposants :

— information dans la grande presse non spécialisée, la radio, la télévision et affichage large,

— pas de jury critique, mais une limitation fondée sur le seul nombre des inscrits.

2) **Animation** : création d'un bureau d'organisation fonctionnant avant et pendant la Biennale. La liste de ses membres restant ouverte, en particulier aux artistes.

Le rôle de ce bureau est d'organiser les manifestations où les artistes seront mis en contact avec le public, et de favoriser la diffusion de toutes les informations, etc.

noncée : « Tout peut être remis en cause sur la Biennale, même son existence. Est-ce que ça vaut la peine de la faire ? Pourquoi ? Et comment ? »

Pour nous, qui ne sommes pas artistes, il était moralement difficile de décider la suppression de la Biennale. Parce qu'elle est, malgré tout, un moyen comme un autre de montrer, et que ceux-ci se raréfient. Encore fallait-il savoir ce qu'on montrerait, et comment. Choisir celui-ci plutôt que celui-là, dans le contexte de la Biennale (qui est une manifestation à caractère officiel), c'est jouer le rôle de « flic de la culture » que l'on attendait de nous.

Toute provocante que puisse être l'avant-garde que nous aurions présentée, elle n'aurait pas échappé au ghetto culturel et au circuit de distribution qui le cautionne. Aussi proposons-nous une véritable expérimentation, avec les risques que ces tentatives comportent. Notamment des risques de subversion qui, fut-elle également limitée à un champ culturel restreint, était toujours préférable à l'autosatisfaction régnante.

On recherche des jaunes

La suite, on la connaît. La réponse de Boudaille, la lettre de Cogniat, la publication du règlement. On continue à faire semblant. Les simi-

litudes entre les procédés employés et ceux que chacun rencontre dans la vie quotidienne (les « commissions étudiantes » en sont un exemple parmi mille autres) sont frappantes. Curieuse démocratie !

Aujourd'hui, les organisateurs de la Biennale cherchent des jaunes : artistes, critiques (5). Des gens qui voudraient figurer au tableau d'honneur de l'élite culturelle. Qui voudraient enrichir la culture officielle de nouvelles valeurs.

Faut-il revivre le dadaïsme et tourner systématiquement en dérision ces manifestations de pompisme ? Probablement pas. Une stratégie du refus reste à définir, mais aussi une méthode (ne serait-ce, en ce qui nous concerne, que d'information) pour révéler et rendre efficace cette autre culture qui correspond au vécu de chacun. Ce n'est pas simple, et ce n'est pas ce seul constat qui changera les choses. La Foire internationale de l'art, sorte de forum permanent, aurait pu être une expérience. Elle se fera probablement à l'étranger (6), plus tard.

D'ordinaire, les Biennales étaient contestées. C'était presque devenu un rite. La prochaine a toutes chances de se dérouler dans l'indifférence générale.

Patrick d'Elme

P.S. — Un débat public est organisé autour du projet repoussé à l'ARC (Musée d'Art moderne, 11, avenue du Président-Wilson), le 8 mars 1971, à 20 h 30.

(1) Nous n'employons ce mot qu'avec une extrême méfiance à cause de ce qu'il véhicule couramment.

(2) Cf. Paul Rozenberg, *Politique Hebdo*, n° 17, pp. 22-23. Et notamment : « Notre problème n'est donc pas celui de l'avenir des œuvres (produits culturels) ni même celui de l'avenir des (sur)hommes de culture. Il est d'élaborer une stratégie qui permette d'arracher LA culture à sa fonction et à son statut, de donner corps et sens au projet révolutionnaire... »

(3) Jean Dubuffet parle joliment des « encultures ».

(4) L'intérêt du public était déjà décroissant : 100.000 entrées en 1967, mais 70.000 seulement en 1969.

(5) Si vous êtes intéressé, adressez-vous au Secrétariat, 11, rue Berryer, Paris-8^e. 622-05-13.

(6) Où le projet a reçu le meilleur accueil. Il faut dire qu'à l'étranger, au risque de décevoir bien des illusions, la Biennale de Paris ne passionne plus personne.

... à la contestation

